

# **TOCQUEVILLE MAGAZINE**

**HEBDO EXCLUSIVEMENT SUR INTERNET**

**N° 572 10 JUIN 2008**

**Tocqueville Magazine est catholique. Il s'intéresse à tous les problèmes de société, mais en priorité aux problèmes économiques, favorisant les libertés économiques, qui sont le meilleur moyen de faire "pousser le blé". Il est mis à jour (presque) chaque mardi à 0 heures.**

**Reproduction: Les textes et articles de TOCQUEVILLE MAGAZINE peuvent être reproduits librement avec indication de la provenance.**

**Sainte Thérèse de l'Enfant-Jésus et de la Sainte Face : « Ce que je venais faire au Carmel, je l'ai déclaré aux pieds de Jésus-Hostie... : Je suis venue pour sauver les âmes et surtout afin de prier pour les prêtres ».**

**LES TEXTES DE TOCQUEVILLE MAGAZINE PEUVENT ETRE REPRODUITS LIBREMENT ET SANS MODERATION**

---

## **EDITO**

### **LE MARTYR DES CHRETIENS D'ALGERIE**

**Le martyr des chrétiens d'Algérie continue en particulier avec un jugement inique contre eux. Jean Madiran dans le journal Présent décortique bien les faits. Il remarque que des autorités de l'Eglise soulignent que les effets négatifs se déroulent sur « un fond de vie normale ».**

**Le fond de vie normale, c'est l'interdiction du moindre prosélytisme et l'obligation de limiter le catholicisme à la pratique du culte dans les lieux autorisés avec interdiction de sortir sur les places publiques pour proclamer la vérité.**

**Au même moment et partout le faux prosélytisme des droits de l'homme et celui des prétendues valeurs de la république continue sans pitié.**

**Le Père Christian Delorme du diocèse de Lyon invite, d'une façon stupéfiante, à « une réflexion sereine sur la légitimité ou non du prosélytisme chrétien en terre d'islam » et ajoute « non l'Algérie n'est pas antichrétienne » et encore : « L'Evangile, certes, demande aux chrétiens d'annoncer le Christ, mais pas au prix du déchirement d'un peuple, pas au prix de l'engendrement de situations de violence ».**

**Heureusement, le Pape vient de réaffirmer que « le droit imprescriptible de convertir les non-chrétiens est un mandat obligatoire pour toute l'Eglise et pour chaque fidèle du Christ »**

**Parallèlement des prêcheurs chrétiens ont été menacés d'arrestation au Royaume-Uni à Birmingham car ils abordaient les musulmans dans la rue pour leur parler du Christ. Ils avaient engagé la conversation avec quatre jeunes musulmans lorsqu'un officier de police s'est acharné sur eux exigeant, moyennant menaces et intimidations qu'ils disparaissent plus vite.**

**C'est l'Europe des Dhimmis.**

---

## **DU NEUF ET DU DEJA VU**

### **LE REFERENDUM IRLANDAIS**

**L'Irlande est le seul pays européen à organiser un referendum sur le traité de Lisbonne. Si les gouvernements des autres pays d'Europe étaient honnêtes et sincères, ils reconnaîtraient qu'eux aussi auraient du mal à obtenir un vote positif. Cela veut bien dire que le traité de Lisbonne se met en place contre la volonté des populations.**

**De ce fait, beaucoup s'interrogent parmi les 26 autres états européens sur ce qui se passera si l'Irlande émet un vote négatif.**

**Déjà les dictateurs se préparent à bousculer la volonté des Irlandais et à la briser et si elle s'exerçait contre leur volonté.**

### **LES ZONES DE NON- DROIT**

**L'indépendance de ces zones de non-droit continu à se consolider. A Sevran, municipalité communiste de Seine-Saint-Denis à 15 km de Paris, les habitants conseillent aux visiteurs de venir avant neuf heures du matin parce que plus tard, c'est risqué : « Ca deale trop. »**

**En effet, après cette heure, les dealers attaquent tout intrus qui rentre dans un immeuble même pour voir quelqu'un et encore plus si c'est la police pour faire une vérification. À partir de neuf heures le commerce de la drogue règne en maître dans la ville avec beaucoup d'argent qui circule.**

### **LA FOLIE REGLEMENTAIRE**

**Celle-ci continue sans pitié avec le pouvoir quasi-socialiste en vigueur. Nous comptons dix projets de lois actuellement en route ; cette liste est lue dans un mensuel consacré aux professions libérales. Il y en a certainement bien d'autres dans d'autres domaines.**

---

## COURRIER DES LECTEURS

(Nous publions des lettres telles qu'elles nous parviennent ; il est rare que nous les commentions, même quand nous ne partageons pas les points de vue exprimés. A chacun de juger)

---

### **Pourquoi tant de pauvres ? Par Gérard Gelé**

Comment, sur les plateaux de télévision, les élus du parti socialiste et des gauches, si instruits, si diplômés, peuvent ils dire autant de bêtises et de contre vérités sur la situation économique de la France, sur les réformes, et cela en étant très rarement contredits par nos journalistes plus littéraires que matheux ?

**Pas de programme crédible, pas de solution pour la France.**

**Avec des gauches françaises qui n'ont pas fait le choix clair de la social-démocratie en cas d'alternance (les Français étant versatiles), que feront-ils face aux réalités de notre situation financière ? La gauche de gouvernement devra une fois de plus manger le chapeau de François ; ses illusions, ses mensonges, ses utopies.**

**Par exemple, la dimension excessive de la fonction publique. Les syndicats dénoncent la "saignée" de 12 000 postes au sein de l'Éducation Nationale et prévoient une dégradation dramatique de la qualité de l'enseignement. Avec 7 millions d'emplois publics, dont 1,3 millions à l'éducation nationale, cela fait un pourcentage de réduction insignifiant. Nous avons 20/30 % de fonctionnaires de plus que la moyenne européenne, dont un professeur pour 11 élèves !**

**Autre exemple, les prélèvements excessifs qui expliquent nos résultats économiques calamiteux et notre faible pouvoir d'achat !**

**En France, les prélèvements fiscaux et sociaux représentent 71,3 % du salaire moyen, contre 63,4 % en Suède, 62,7 % en Allemagne, 60,5 % en Italie, 51,0 % en Espagne, 37,0 % au Royaume-Uni, 31,4 % aux États-Unis**

**De plus, les politiques de réformes en cours dans la plupart des pays d'Europe visent à réduire encore plus leurs prélèvements ! Ces pays réalistes et courageux sont souvent gouvernés par des socialistes réformateurs. Ils réforment pour améliorer leur compétitivité pour s'adapter aux réalités de la mondialisation ; pour entrer dans la compétition en position de force et en récolter les côtés positifs : exportations, emplois, pouvoir d'achat. Les gauches françaises, envers et contre tous, proposent encore plus de sphère publique, plus d'impôts, plus de taxes, plus de contraintes administratives et en sont encore à se demander pourquoi il y a tant de pauvreté dans une France encore globalement riche. L'explication est simple : ils détestent les riches au lieu d'aimer les pauvres.**

**Les "riches" qui restent en France, sont moins riches, les classes moyennes pas plus riches, et les pauvres de plus en plus pauvres.**

De plus, les "riches" expatriés - entrepreneurs, artistes, retraités - émigrent avec leurs capitaux, leurs talents, leurs emplois. Ils font le bonheur des pays d'accueil qui ont une fiscalité raisonnable.

Quand les stars du CAC 40 annoncent 100 milliards d'euros de bénéfice, la gauche s'empresse de stigmatiser les actionnaires qui se partagent 40 milliards de dividendes. Mais quand ces mêmes actionnaires perdent 20% de leur capital en six mois, c'est le grand silence. Laisser entendre que les actionnaires s'engraissent sur le dos des salariés est une escroquerie intellectuelle pure et simple. Les dividendes ne tombent pas du ciel, ils rémunèrent à juste titre la prise de risque.

Stupidité, cupidité et démagogie semblent être la règle en France, malgré les résultats chiffrés, les rapports, les études. Nos élus n'ont pas lu la célèbre fable de Jean de la Fontaine: La poule aux œufs d'or ! Tuer le capital et les capitalistes n'est pas la solution! Trop d'impôt tue l'impôt (citation oubliée de J. Chirac !). Rien que l'ISF fait perdre à la France 4 milliards d'Euros par an, et environ 500 000 emplois.

## LE DEFICIT

Comment pourrions nous faire confiance à la gestion de nos dirigeants alors que le déficit public continue de se creuser à raison d'un milliard d'euros par semaine ?

Rappelons que l'endettement de la France est passé de 200 milliards d'euros en 1987 à 1200 milliards en 2007, soit 1000 milliards d'augmentation alors que sur la même période les privatisations ont rapporté 200 milliards d'euros et que le niveau des prélèvements obligatoires n'a cessé d'augmenter pour atteindre le record des pays de l'OCDE.

Nos énarques ont donc réussi l'exploit, absolument unique au monde, de faire de la France un des pays les plus endettés malgré un taux de prélèvements record !

Plus les citoyens paient des impôts, plus leur dette augmente, c'est cela l'accablante vérité !

**Jacques Guillemain**

## Sarkozy et Besancenot

Olivier Besancenot avait déjà été interviewé avec beaucoup de complicité par Claire Chazal sur TF1. Même scénario, il y a peu de temps avec David Pujadas sur FR2 et avec Laurence Ferrari sur Canal+. Il a également été l'invité de Drucker.

La presse écrite, souvent à la traîne des télévisions, vient de prendre le relais. Un article flatteur est ainsi paru dans l'Express récemment (n°2966 p. 52). Le leader de la LCR occupe même aujourd'hui la première page du nouvel Observateur comme celle de France-Soir.

Si cet engouement a pour objectif de diviser la gauche, comme Jean-Marie Le Pen a servi à faire échouer la droite, le parallélisme pourrait bien montrer sa faille en 2012.

Face à Jacques Chirac au second tour des élections, le F.N. identifié au nazisme, a mobilisé contre lui la majorité de la droite et toute la gauche.

**Vice versa, M. Besancenot, face à l'actuel Chef de l'État, pourrait bien avoir les faveurs de la gauche et d'une partie de la droite favorable à la politique du pire. Nous serions ainsi un des premiers pays du Monde à posséder un Président de la République trotskiste.**

**M. Sarkozy, qui ne cesse de déraiper en dénonçant les méfaits de l'économie financière, ce qui avait conduit à l'antisémitisme jadis, apporte de nos jours davantage d'eau au moulin de notre très populiste facteur révolutionnaire.**

**A.K.**

---

Un Phare dans la Nuit.



# TOCQUEVILLE MAGAZINE

## LE FLASH

(A diffuser sans modération)

**LUNDI 9 JUIN 2008**

### **EURO, LA RUINE**

**La fête règne en Europe pour célébrer le dixième anniversaire de l'euro avec des articles dithyrambiques dans la presse. Il faut freiner l'enthousiasme car l'examen objectif des faits oblige à constater que l'euro joue un rôle important dans la paupérisation de la France.**

**Comme pour toute opération économique et financière d'envergure, il convient de comparer les investissements avec la rentabilité réelle. L'exercice est difficile car il s'agit d'un phénomène historique global touchant toutes les activités humaines. La comptabilité nationale, déjà si douteuse en elle-même ne peut rien dire de valable. Quant aux comptes publics, nous connaissons leurs inexactitudes multiples qui leur ôte toute validité et les divers mensonges qu'ils recèlent. Il faut donc rassembler des éléments épars et incertains.**

**Voyons d'abord les investissements et ensuite les profits s'il y en a sans oublier les aspects négatifs qui sont nombreux.**

**Les investissements sont constitués par les coûts de l'instauration de la monnaie unique. Personne ne les a recensé en totalité pour la raison principale que la statistique étant nationalisée et donc au service du pouvoir personne n'avait intérêt à le faire. En plus, ces coûts n'apparaissent pas dans les comptabilités seulement sous forme d'investissements mais souvent sous forme de dépenses courantes. Ils sont logés soit dans des comptes publics, soit dans des comptes d'entreprise, soit dans les comptabilités personnelles.**

**Voici une liste très résumée des natures de dépenses engagées à l'époque : dépenses d'informatique, de publicité, de formation, impression des billets, frappe des pièces, probablement blanchissage d'argent sale, quantité innombrable de temps perdu, investissements dans les banques, les ministères, la communication, les assurances, les**

**syndicats, le commerce, l'industrie et la police pour trimballer les billets tous neufs. Toute la vie nationale dans presque tous les domaines fut perturbée !**

**Faute de pouvoir chiffrer la totalité, citons quelques évaluations qui furent données officiellement. Une évaluation raisonnable précisa que toutes les sociétés et entreprises de quelque nature, même les plus petites, durent investir 0,5 % de leur chiffre d'affaires. Le cas des banques est particulier ; Le coût de l'introduction de l'euro dans les systèmes financiers en France fut évalué couramment à 11 milliards pour les banques et à 29 milliards pour les marchés financiers : total 40 milliards. En Allemagne des chiffres identiques ont circulé. Mais il s'agit d'un coût sec en quelque sorte. Il faut ajouter une proportion inconnue de frais dans tous les services et au niveau de la direction. Il ne serait pas étonnant que la réalité financière réelle soit au moins du double, voire du triple.**

**Le ministère des finances a adressé une brochure à tous les contribuables pour expliquer l'euro. Combien a coûté ce morceau de pure propagande très mensongère ?**

**Aux investissements visibles comme les matériels, le personnel et le temps, il faut ajouter des pertes d'argent multiples se produisant partout sous des formes diverses et variées.**

**Une autre remarque s'ajoute concernant la nature des dépenses. Une grande partie des investissements furent de nature publique ; dans un pays comme la France qui est socialisé à plus de 60 % c'est particulièrement évident. Or les économistes savent que les dépenses publiques sont, non pas quelquefois, mais toujours une cause de ruine puisqu'elles conduisent aux impôts et réglementations qui détruisent la richesse et en particulier l'emploi. Les entreprises qui ferment leurs usines ou leurs magasins pour parfois les transférer à l'étranger le font non par la volonté de leurs patrons mais par la volonté des pouvoirs publics qui chassent littéralement les investisseurs hors de France par leurs dépenses. Tous les comptes étant mélangés personne ne peut évaluer le nombre d'emplois détruits à cause des investissements étatiques sous formes de dépenses engendrées par l'euro. La seule certitude est que c'est beaucoup et que les dégâts correspondants ont augmenté considérablement l'investissement total.**

**Un autre point de vue doit encore intervenir : le jeu du temps. Les financiers connaissent le rôle majeur du temps dans les phénomènes économiques et financiers. L'investissement total dans un projet doit prendre en compte l'étalement des investissements. Or il y a longtemps que l'on parle de l'Euro : cela a peut-être vraiment commencé cinq ans avant sa création. Les dépenses pour sa création ont continué plusieurs années après la date fatidique. Il faut donc majorer le total des investissements du montant des intérêts composés pendant toute la période des investissements. Les personnes qui calculent les grands projets industriels sont accoutumées à ces calculs. Même si l'on prend un taux raisonnable de par exemple 3 %, l'ajout nécessaire doit atteindre des chiffres fabuleux.**

**Quel chiffre total représente l'investissement de la France dans l'euro ? Il est évidemment impossible de le connaître. Investissements publics, investissements d'entreprise, investissements personnels : tout se mélange et s'interpénètre. L'investissement total étant, bien que non chiffrable, absolument titanesque il reste à évaluer les bénéfices retirés de la**

**monnaie unique s'il y en a et les pertes s'il s'en trouve et l'on verra que c'est, malheureusement, le cas !**

**Visons pour commencer les bénéfices qui étaient annoncés par la propagande et ont servi à convaincre, sinon les peuples majoritairement opposés à la création arbitraire d'une nouvelle monnaie, tout au moins leurs représentants.**

**L'un des bénéfices visés pour les entreprises et la population était la diminution des coûts de transaction. Cette diminution devait, soi-disant, avoir un grand intérêt pour le niveau de vie. Remarquons que pour les entreprises c'était parfaitement inopérant puisque l'informatique permet de toute façon avec ses développements extraordinaires de diminuer les coûts de transaction pour les grandes masses d'argent. Pour les particuliers, notons que c'est raté : les personnes qui encaissent des chèques venant de l'étranger constatent que les complications et les coûts sont toujours là aujourd'hui. Si, d'ailleurs, cette rubrique avait été un grand succès, elle n'aurait vraiment pas eu d'influence marquante sur la richesse générale et donc sur le niveau de vie. Il existe pour les voyageurs et seulement pour ceux-là une commodité qui est de voyager dans l'Euroland sans avoir à changer la monnaie : justifier le grand chambardement par cette seule commodité est à la limite du risible.**

**Un autre bénéfice annoncé était de rendre la comparaison des prix plus facile avec toute l'Europe : mieux acheter et mieux vendre est une source de richesse. Là encore, il faut distinguer les entreprises et particuliers. Avec l'aide de l'informatique, les entreprises n'ont aucun problème pour comparer les prix en ouvrant tout simplement une colonne supplémentaire dans les documents et, de toute façon, la mondialisation oblige les entreprises de toutes tailles à se connecter avec le monde entier pour comparer les prix partout ailleurs indépendamment de l'euro. Quant aux particuliers, qui fera croire que pour l'achat d'une machine à laver nous allons comparer les prix à Düsseldorf ou à Barcelone avec ceux de Paris ?**

**Un autre avantage devait se trouver dans une plus grande facilité d'emprunter, en particulier par des taux plus avantageux résultant de l'existence d'une monnaie reconnue internationalement ; la facilité d'emprunter d'une façon plus sûre est une source de richesse et le cas échéant de moindre coût. Sous cet angle, c'est raté. Le taux des emprunts en euros est dans l'ensemble plus cher que dans d'autres monnaies. Les circonstances historiques ont même été telles que la France s'est arrimée au mark dont le cours fut influencé par l'étrange façon dont l'unification allemande s'est réalisée. Les entrepreneurs français ont payé en quelque sorte l'unification allemande et il en est résulté une véritable action négative.**

**Après avoir évoqué de prétendus bénéfices qui n'en sont pas et même une action négative, l'on est obligé d'aborder de véritables désastres qui sont dus à l'euro d'une façon fort perceptible.**

**Notons d'abord la perte des repères. Il nous avait été imprudemment annoncé que des centaines de millions d'habitants auraient un repère unique dans la tête sur tout le territoire européen et qui reposerait sur l'usage de la même monnaie. Or, en fait, ce fut une véritable perte des repères financiers pour tous. Nous avons tous des chiffres dans la tête :**

**prix des appartements, des voitures et bien d'autres ; un calcul économique efficace et porteur de richesse implique comparaison et réflexion et nous avons été coupés de notre passé financier, ce qui est très grave pour la gestion. La perte qui en est résulté par les erreurs de gestion qui en ont découlé est inconnue. Si l'euro n'éclate pas en plein vol, la mise en ordre des repères peut durer une génération : souvenons-nous du nouveau franc, qui était simple à apprivoiser et qui a mis beaucoup de temps à être admis. Il est très comique de constater que quasiment toutes les banques dans une foule de documents indiquent encore aujourd'hui à côté du chiffre en euros le chiffre en anciens francs !**

**Parlons de l'inflation. Il est clair pour tous que, dans la zone euro, il existe une forte tendance à l'inflation, sans que cette tendance et son effet sur la paupérisation puissent être mesurés tant c'est compliqué. Les vendeurs ont eu forcément comme réflexe de donner des « coups de pouce » aux prix quand c'était possible. Il s'est ajouté un facteur rarement mis en lumière. La fixation des parités initiales avec la monnaie de chaque pays fut une décision arbitraire ne pouvant en aucun cas correspondre à la réalité des prix consacrée partout par l'usage : il y eut nécessairement des moyennes de moyennes. Le désordre ainsi créé a facilité ces « coups de pouce ». La tendance inflationniste est telle aujourd'hui que la BCE ne lâche pas prise sur les taux et menace actuellement de les augmenter avec les conséquences que l'on sait.**

**Vient maintenant un véritable ouragan dévastateur. Le parapluie de l'euro a permis, hélas, la poursuite de la ruine organisée par les pouvoirs successifs par le truchement des 35 heures et celui de la retraite à 60 ans, ainsi que d'autres folies ordinaires. Une monnaie indépendante aurait du subir des sanctions brutales conduisant à des révisions déchirantes. La paupérisation visible à présent de la France, avec toutes les calamités en résultant, vient largement de ce facteur. Monsieur Trichet lui-même, ne s'apercevant sans doute pas de l'aveu tragique qu'il prononçait, a déclaré il y a deux ans que sans l'euro la France n'aurait pas pu faire les 35 heures !**

**Pour terminer, voici un autre et significatif aveu. Monsieur Giscard d'Estaing a écrit, le 12 novembre 1997, dans le Herald Tribune : « Je ne vois pas à quoi l'euro va servir sinon à perturber gravement le monde des affaires. A chaque fois que je pose la question de savoir si c'est une bonne chose de réaliser la monnaie commune, j'entends toujours la même réponse : il faut le faire parce que nous ne pouvons pas nous permettre le luxe d'être laissés de côté. Les responsables des gouvernements portugais, espagnols et italiens m'ont tous fait cette réponse, sans m'apporter la moindre explication. Je n'ai jamais entendu sur ce problème que de mauvais arguments ». Si cette phrase condamnait le projet, cela n'a pas empêché son auteur de promouvoir l'euro quand son intérêt personnel l'y invitait !**

**Investissements immenses, absence de profits réels et création de foyers de pertes, la « rentabilité » est négative en quelque sorte et il est légitime de parler de ruine.**

**Selon Désinformation Hebdo, un rapport de Bruxelles, peu diffusé, vient de décrire en détail la catastrophe. Les trois premiers pays d'Europe pour la compétitivité sont la Suède, la Grande-Bretagne et le Danemark, pays en dehors de l'euro. La France, l'Allemagne et l'Autriche sont les lanternes rouges. Dans l'Euroland, l'inflation est relancée. Quant au prétendu rôle international, c'est la déroute.**

**Pour faire bonne mesure ajoutons que la création de l'euro est le type de l'action révolutionnaire par laquelle un quarteron de politiques imposent leurs volontés propres à des millions de personnes au lieu de laisser jouer les marchés.**

**Elle s'inscrit fort bien dans la mise en place accélérée d'un pouvoir totalitaire mondial, à forte connotation socialiste, dont l'Europe n'est qu'un élément, et qui vise à la disparition des nations.**

**Michel de Poncins.**

---

**Pour vous inscrire, inscrire un ami ou vous désinscrire**

**[micheldeponcins@orange.fr](mailto:micheldeponcins@orange.fr)**

---

## **VERS LA RUPTURE**

**Vous voulez vraiment la Libération de la France. Pour cela il faut la RUPTURE. Vous savez qu'elle ne viendra pas, le pouvoir actuel ne voulant surtout pas la faire et s'organisant pour l'éviter.**

**Vous avez certainement plein d'idées valables pour réaliser cette rupture.**

**Allez vite faire connaître ces idées en écrivant un ou plusieurs commentaires sur le nouveau blog :**

**<http://rupturepolitique.over-blog.com/>**

---

## CITATIONS

### L'ART OFFICIEL

Aude de Kerros vient de déclarer : « la France est le seul pays d'Europe où il existe un art officiel subventionné par l'État ».

### LA POLITIQUE D'ASSISTANCE

Thomas Jefferson disait à son époque : « On ne peut aider l'employé en terrassant son employeur. On ne peut aider les pauvres en détruisant les riches ».

---

## REVUE DE PRESSE

### LUTTER CONTRE LES INEGALITES CONDUIT A LA PAUVRETE

Le Cri du contribuable cite largement Jean-Paul II dans l'encyclique Centesimus annus.

« L'état de l'assistance provoque l'hypertrophie des appareils publics animés par une logique bureaucratique plus que par la préoccupation d'être au service des usagers, avec une croissance énorme des dépenses.

Beaucoup de biens ne peuvent être produits par le travail d'un seul individu, mais il requiert la collaboration de nombreuses personnes... Organiser un tel effort de production, veiller à ce qu'ils correspondent aux besoins à satisfaire en prenant les risques nécessaires, cela constitue une source de richesses... Ainsi devient toujours plus évident et déterminant le rôle à côté d'une part essentielle du travail humain, celui de la capacité d'initiative et d'entreprise »

Le Pape dénonce : « Ce qu'il y a de mauvais dans une solution qui, sous l'apparence d'un renversement de situation des pauvres et riches, porte en réalité préjudice à ceux-là mêmes qu'on se promettait d'aider ».

---

# LES BREVES

## LES ASSOCIATIONS

Il y aurait en France 1,1 million d'associations et leur poids économique serait de 3,5 % du PIB c'est-à-dire autant que le secteur agricole. Il emploierait un million de personnes.

## L'EDUCATION NATIONALE

La prétendue éducation prétendue nationale française est comparable, comme on le sait, à la défunte armée soviétique. Comme la défunte armée soviétique et elle est vouée à une défaite inévitable ; personne ne sait quand et c'est là le vrai problème.

L'embrouillamini se remarque notamment dans la gestion des professeurs, les heures d'absence se comptent en millions et les élèves, surtout au collège, sont souvent privés d'enseignants. Il y a plus de 23 000 professeurs déchargés d'élèves. Ils peuvent être détachés dans des institutions parfois très éloignées du monde de l'enseignement, par exemple l'enseignement du foot ou les scouts, ou encore être en sureffectif dans certaines disciplines : ils attendent ainsi de remplacer des collègues malades. Il se trouve aussi qu'ils enseignent dans des disciplines sans élèves comme des langues improbables.

Au même moment, les programmes sont surchargés d'obligations diverses n'ayant rien à voir avec l'enseignement comme par exemple des parcours découvertes ou des journées purement touristiques.

C'est le moment où des lycéens inconscients manifestent dans la rue contre la prétendue réduction du nombre de professeurs alors que le nombre de lycéens diminue et que normalement il faudrait moins de professeurs pour les enseigner.

Il est évident que tout cela est absolument ingérable dans une éducation nationalisée. Si l'éducation était privatisée, comme elle devrait l'être, les directeurs d'établissement actionnés par leur conseil d'administration gèreraient au mieux toutes les difficultés en collant au terrain et à la base.

---

## **DOCUMENTS**

**(Les documents reproduits n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs)**

### **RETRAITE : LA LOI, LA LOGIQUE ET LE CONTRAT**

**La question récurrente du financement de la retraite ne trouvera pas une solution politique sous la pression de la rue. Les mathématiques nous enseignent d'ailleurs que l'on ne peut pas trouver une solution à un problème mal posé. La question de la retraite est avant tout un problème économique qui relève d'abord de l'arbitrage individuel. Mais si l'on reste dans le cadre strict d'un régime de pure répartition, le problème est alors mathématique, le financement des retraites en cours et futures dépendant du respect d'un certain rapport entre les actifs cotisants et les retraités bénéficiaires.**

**La solution sera donc économique ou ne sera pas. En économie de marché, l'Etat n'a pas le pouvoir d'imposer ses désirs à l'économie dans la mesure où les lois de l'économie ne se votent dans aucun parlement. Par contre, il appartient au gouvernement de rendre possible et rationnel les conditions de cet arbitrage économique à l'intérieur de nos frontières. En dehors de cela, le gouvernement n'est pas plus en mesure de distribuer du pouvoir d'achat que de garantir nos retraites (qui est du pouvoir d'achat différé dans le temps).**

**Quels sont les principaux enseignements de l'économie (et de la sagesse) en la matière ?**

**Pour assurer sa retraite, un individu doit d'abord investir dans son capital humain, notamment en réussissant ses études dans des formations porteuses de débouchés. Comme l'individu est généralement jeune dans cette période de la vie, il n'a pas une connaissance suffisante de lui-même pour faire seul les bons choix en ce domaine. De tout temps, il appartient aux parents d'accompagner l'enfant dans la découverte de ses propres capacités, et de l'orienter peu à peu en l'aidant à trouver la voie dans laquelle il sera le plus à même de s'épanouir. Quand il devient actif, l'individu doit veiller à épargner une partie de son revenu de manière à se constituer un patrimoine (immobilier, financier, culturel...). Ces différentes formes du patrimoine constituent à leur tour un capital qui n'est que le prolongement du capital humain initial positivement valorisé.**

**C'est ce patrimoine, correctement géré, qui permettra de générer un revenu lorsque la période d'activité sera terminée. Chaque individu est donc face à un arbitrage. S'il opte pour un plus grand niveau de consommation durant sa vie active, alors c'est au détriment de sa capacité d'épargne ce qui ne lui permettra pas de se constituer un patrimoine qui serait de nature à lui assurer une retraite confortable pour ses vieux jours. Il réalise ainsi un arbitrage en faveur du présent et au détriment du futur. Les experts disent que ces choix sont révélateurs d'une forte préférence pour le présent. S'il modère ses appétits de consommation courante, il peut accroître sa capacité d'épargne en vue de se constituer un patrimoine plus solide, assurant ainsi un niveau de retraite plus important.**

**Dans cette optique, chaque individu peut se donner des objectifs personnels de patrimoine et atteindre ces objectifs avec des durées différentes de sorte que, dans une société de liberté et de responsabilité, chacun devrait être libre de décider du nombre d'années qu'il décide de consacrer à son activité professionnelle. Mais je vous parle là d'une insupportable liberté dont bien peu de personnes sont prêtes à assurer le fardeau. Car les individus qui ne supportent pas l'idée d'arbitrer, de choisir et qui veulent tout et son contraire, s'en remettent à l'Etat, attendant de lui un tour de passe-passe, comme s'il disposait d'une baguette magique lui permettant de supprimer la contrainte économique.**

**Jean-Louis Caccamo,**

**Perpignan, le 2 juin 2008**

**<http://caccamo.blogspot.com/>**

**[http://cozop.com/chroniques en liberte](http://cozop.com/chroniques_en_liberte)**

**LES 35 HEURES**

### **[Réseau Liberté](#)**

**C'est seulement maintenant, alors que la gauche en général et les syndicats ont repris du poil de la bête, que le gouvernement ose penser à rendre les 35 heures encore plus flexibles : bel effort (sic !) après une trop longue attente.**

**Mais je ne suis pas sûr du tout que cette façon de procéder, quelque peu irrationnelle dans son déroulement, ne va pas tendre brutalement et à se briser les rapports actuels, consensuels à l'excès, entre l'exécutif et les syndicats.**

**On aurait certainement pu s'y prendre mieux, plus tôt et avec moins de casse sociale en perspective en agissant de la seule façon qui, aux yeux des libéraux, eût porté les meilleures chances de réussite : entrer en action dès l'installation du nouveau pouvoir.**

**En effet, s'agissant des 35 heures, La grande faiblesse du pouvoir actuel tient à l'évidence dans l'absence d'une annonce claire, nette et précise, pendant la campagne présidentielle, sur le sort réel et définitif qui serait réservé aux 35 heures.**

**Car dans une situation de crise, une politique des petits pas présente plus d'inconvénients que d'avantages, par exemple un enlisement irréversible, alors qu'en l'occurrence, profitant à plein de l'état de grâce, l'action immédiate et déterminée s'imposait.**

**D'ailleurs, cette grave erreur de timing commise depuis le sommet de l'Etat par un homme à l'esprit manifestement libéral ne risque-t-elle pas, même si les nouvelles modalités peuvent paraître audacieuses, de se révéler hors de prix pour la France ?**

**Les réformes structurelles de base à réaliser ne sont pas légion : la mise en œuvre de quatre ou cinq d'entre elles, dont, surtout, une réforme fiscale en profondeur, aurait déjà largement ouvert les portes de l'avenir. Mais n'est pas Napoléon Bonaparte qui veut...**

**Librement**

**Philippe (Sully) ROBERT**

**!**

**<http://sully1.typepad.com>**

**02400 FRANCE**

---